

# LA RECRUESCENCE DU CONFLIT BOKO HARAM AU CAMEROUN : ENJEUX, PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

**Basile ANYIA ENYEGUE**

*Département d'Histoire,  
Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines  
Université de Yaoundé 1, Yaoundé, Cameroun  
abasile92@yahoo.com*

**Dr MBILA ENYEGUE Bienvenu**

*Département d'Histoire,  
Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines  
Université de Yaoundé 1, Yaoundé, Cameroun*

## Résumé

*La région de l'Extrême-Nord du Cameroun, frontière du nord-est du Nigéria, reçoit au quotidien le flot incessant de nouvelles macabres venant de la frontière. Dès le début de ses opérations hors de Maiduguri, Boko Haram a utilisé les marges comme zone de repli et espace de transit pour les armes et munitions à partir de sources d'approvisionnement en dehors du Cameroun. Le Cameroun est donc en guerre, sans qu'on sache à ce jour, quel est exactement le but poursuivi par les insurgés dans les attaques sur le territoire camerounais.*

**Mots clés :** *recrudescence, conflit, Boko Haram, Cameroun*

## Abstract

*The region of the far nordof Cameroon, borrdor of northeastern Nigeria, receives daily the incessant flow of new macabres coming from the border. From the start of. Its operations outside maiduguri, Boko Haram used the margins as a fallback zone and ammunition from supply sources outside cameroon. Cameroon is therefore at war, without it being known to date, what exactly is the goal pursued by the insurgents in the attacks on cameroonian territory.*

**Keywords :** *upsurge, conflict, Boko Haram, Cameroon*

## Introduction

La région de l'Extrême-Nord du Cameroun est le théâtre de terribles scènes de violences orchestrées par l'activisme du mouvement terroriste Boko Haram. Paysage exotique sur lequel se joue sans doute l'une des scènes les plus dramatiques du bassin du Lac Tchad, cette partie du

Cameroun est en proie aux effluves d'une insurrection islamiste qui affiche au compteur de milliers de morts et de déplacés forcés. Malgré la forte mobilisation de la communauté de développement et les efforts consentis par le gouvernement camerounais en partenariat avec ses pairs du bassin du lac Tchad, la menace terroriste demeure redoutable et en permanente mutation. Le conflit s'enlise et les dernières péripéties démentent les pronostics sur la fin imminente de Boko Haram annoncée par de nombreux décideurs publics. La communauté de chercheurs a elle aussi beaucoup de mal à cerner ce phénomène complexe qui résiste aux grilles d'analyse traditionnelles. La trame d'analyse du document vise principalement à décrypter le rapport acteurs-intérêts-contexte qui rend complexe et interminable le conflit. Le rapport formule des recommandations concrètes dont la mise en œuvre permettrait de redonner un nouvel élan à la dynamique de pacification de l'Extrême-Nord et des abords sud du lac Tchad.

## **1. Historique et contexte d'émergence du phénomène Boko Haram au Cameroun**

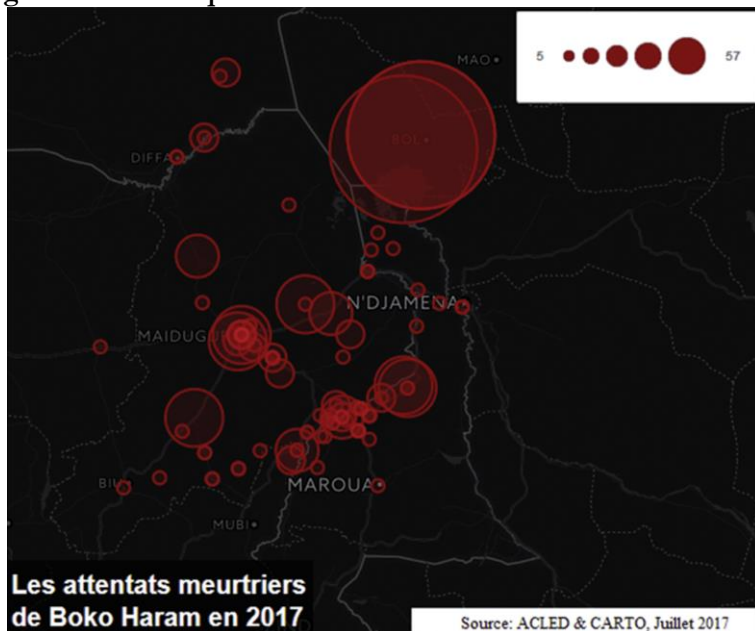
Les activités de Boko Haram en territoire camerounais ont retenu l'attention des médias et de l'opinion publique à partir de 2014. Pourtant, la nébuleuse s'y était introduite des années avant, profitant des fragilités de la région de l'Extrême-Nord pour asseoir son puissant réseau de soutiens locaux (B. Anyia Enyegue, 2020 : 108).

### ***1.1. La région de l'Extrême-Nord Cameroun : historique d'une crise***

Les premiers indices d'une présence effective de Boko Haram au Cameroun remontent à 2009 lorsque les rescapés de la secte, fuyant les affrontements avec les forces de sécurité nigérianes, ont transité ou se sont repliés dans les localités du corridor frontalier avec le Nigeria, notamment à Fotokol, Mora, Maroua, Kousseri, Amchidé, Kerawa, Djibrilli, Bornori, Tolkomari, Kolofata, etc. (J. V. Ntuda Ebode et al, 2017 : 8). S'appuyant dès 2011 sur un puissant réseau d'imans locaux, de prédicateurs itinérants, de jeunes boursiers camerounais recrutés parfois depuis le Nigéria et le Soudan (Ibid). Boko Haram se lance dans une campagne de prosélytisme et de recrutement dans les départements du Mayo Sava, Mayo Tsanaga, Logone et Chari. Selon un bilan consolidé

d'International Crisis Group (ICG) de novembre 2016, entre 3 500 et 4 000 Camerounais, très majoritairement des hommes, auraient rejoint Boko Haram pour des raisons diverses : opportunisme, fanatisme, vengeance personnelle, goût de l'aventure. Certains l'ont rejoint par contrainte, à la suite d'enlèvements estimés par ICG à plus de 1 000 depuis 2014 (Colonel H. Lombat, 2017 : 21). Le Mayo-Sava représente le plus important foyer de recrutement de Boko Haram, mais les autres départements frontaliers (Mayo Tsanaga, Logone et Chari) et les villes comme Maroua et Kousseri ont également beaucoup contribué en hommes. Profitant de la vague de réfugiés qui arrivent au Cameroun dès 2012, les éléments de Boko Haram venus du Nigéria voisin s'y sont infiltrés et ont engagé des activités de propagande et d'implantation de cellules dans l'Extrême-Nord (J. V. Ntuda Ebode et al, 2017 : 8). Des attaques isolées et très localisées ont été enregistrées la même année sur la ligne frontalière située entre Dabanga, Fotokol, Makari, et Kousseri ; suivies entre 2013 et 2014 d'une vague d'enlèvement d'expatriés occidentaux et d'élites locales. Le gouvernement Camerounais resté attentiste au départ, devant cette menace nouvelle parfois perçue comme un problème nigéro-nigérian, a dû sortir de sa réserve pour déclarer officiellement la guerre à Boko Haram en mai 2014. Depuis cette période, la région est le théâtre d'une guerre hybride qui articule attaques conventionnelles (dès 2014), guérilla, tactiques asymétriques (à partir de l'été 2015), au gré de l'évolution des capacités opérationnelles de Boko Haram et du rapport de force militaire (G. Berghezan, 2016 :9) Les estimations obtenues à partir du croisement des données d'ACLED, d'ICG à travers sa plateforme Crisis watch et du journal *l'Œil du Sabel*, trois sources ouvertes reconnues pour leur suivi rigoureux de cette crise depuis 2013 font état d'environ 556 attaques et 77 attentats suicides perpétrés par Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord entre janvier 2013 et juin 2017 (J. V. Ntuda Ebode et al, 2017 : 8). Depuis 2014, plus de 150 militaires et environ 1 670 civils auraient trouvé la mort dans le conflit Boko Haram. Un chiffre qui s'alourdirait à plus de 2 000 civils selon *l'œil du Sabel*, si on remonte à 2012 (M. Ewi, 2013 :12).

**Figure 1 : Les attaques meurtrières de Boko Haram en 2017**

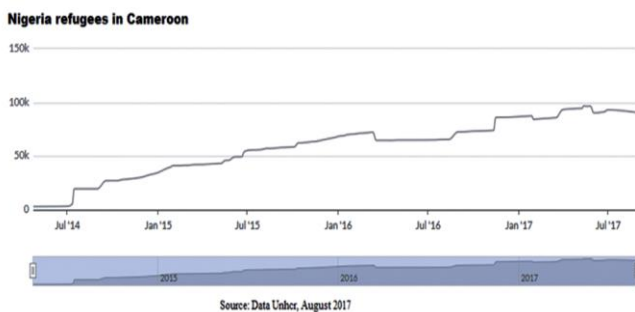


**Source :** J. V. Ntuda Ebode et al, *Le conflit Boko Haram au Cameroun. Pourquoi la paix traîne-t-elle ?*, Yaoundé, Friedrich Ebert Stiftung, 2017, p.9.

Le conflit a entraîné un afflux des réfugiés nigériens au Cameroun. Plus de 90 000 individus enregistrés par le HCR, entrés par les localités de Kewara, Amchidé, Fotokol, Tourou, Mogodé, sont principalement concentrés dans le camp de Minawao (qui en accueille plus de 59 000 depuis juillet 2013 contrairement à sa capacité d'accueil qui n'est que de 39.000 places) et les villages voisins qui abritent près de 33 000 réfugiés (H. Heungoup, 2015 : 12). Les déplacés internes sont tout aussi nombreux dans les localités de la région (Mémé, Makary, Kousseri, Afadé), et posent d'énormes défis humanitaires. Jusqu' en septembre 2017, on dénombrait 325 589 personnes déracinées dont 235 913 déplacés internes, 30 278 réfugiés non enregistrés et 59.398 retournés. 91% de ces déplacés le sont à cause du conflit Boko Haram (Ibid). Environ 60% des déplacés internes sont hébergés au sein de familles hôtes, elles-mêmes déjà vulnérables. Les autres déplacés internes et

réfugiés s'installent dans des camps de fortune le long des axes routiers (Maroua-Kousseri, Kolofata-Mora). Ces chiffres alarmants sur les victimes révèlent l'ampleur de l'enracinement d'une menace qui a bénéficié d'un terreau favorable (Ibid).

**Figure 2 : les réfugiés nigériens au Cameroun**



**Source :** J. V. Ntuda Ebode et al, *Le conflit Boko Haram au Cameroun. Pourquoi la paix traîne-t-elle ?* Yaoundé, Friedrich Ebert Stiftung, 2017, p.10.

### ***1.2. Contexte d'émergence du conflit Boko Haram***

La violence islamiste qui sévit actuellement dans l'Extrême-Nord du Cameroun s'inscrit dans l'histoire des dynamiques culturelles, sociopolitiques et économiques de la région. Le positionnement géostratégique singulier de cette partie du Cameroun, au confluent de plusieurs foyers de conflits chroniques et de poches de marginalité, a aménagé un terrain propice à l'implantation de Boko Haram (H. Mbarkoutou Mahamat, 2016 : 65). La région de l'Extrême-Nord est un espace éloigné du centre politique et polarisé par le nord-est du Nigéria, épice de l'insurrection islamiste avec qui, il entretient une grande proximité historique, géographique, socioculturelle, linguistique et religieuse (Ibid). Elle jouxte le bassin du lac Tchad, espace carrefour abritant une multitude de groupes ethniques liés par une solidarité transfrontalière, à l'instar de l'ethnie Kanuri présente aussi bien dans le Borno nigérian que dans les départements du Mayo Sava et du Mayo-Tsanaga camerounais. Malgré l'exiguïté de son territoire, la région affiche

une croissance démographique dynamique qui l'a placée au rang de région la plus densément peuplée du Cameroun, avec une population estimée à trois millions et demi d'habitants. Cependant, l'attention des pouvoirs publics n'est pas à la hauteur de ce poids démographique (H. Heungoup, 2015 : 12). On note un net désengagement socio-économique et institutionnel de l'Etat, comme en témoignent les indicateurs socio-économiques alarmants livrés par l'Institut National des Statistiques et la Banque Mondiale : plus de 70 % de la population de cette région vit sous le seuil de pauvreté, 50% à 70% d'enfants y souffrent de malnutrition chronique (Ibid). En dehors de la ville de Maroua, chef-lieu de la région de l'Extrême-Nord, qui concentre la plupart des institutions publiques et des infrastructures comparables à celles de grandes villes méridionales, le reste de la région connaît un faible niveau de développement en infrastructures routières, énergétiques, sanitaires, éducatives et un tissu industriel quasi inexistant. Une véritable fracture sociale se dessine entre les zones urbaines et rurales, entre la région tout entière et les régions du sud du pays (H. Mbarkoutou Mahamat, 2016 : 65).

Cette fracture alimente la frustration et le sentiment d'abandon dans le cœur des populations. L'emprise de l'ignorance a également constitué un facteur favorable à l'enracinement de l'extrémisme. Sur le plan éducatif, la Région de l'Extrême-Nord enregistre des indicateurs tout aussi inquiétants. Le taux d'alphabétisation des individus de 15 ans ou plus est de 40,1% dans l'Extrême-Nord contre 74,3% en moyenne nationale ; le taux de scolarisation des enfants de 6-11ans est de 63,0% contre 85,1% en moyenne nationale ; le taux d'utilisation de l'électricité est de 21,4% contre 62,1% en moyenne nationale (C. Seignobos, et H. Tourneux, 2002 : 42). Cet état des lieux s'explique non seulement par la réticence à fréquenter les écoles dites de type occidental, mais aussi par la préférence des parents à inscrire leurs progénitures dans les écoles coraniques domestiques ou itinérantes. Sans instruction citoyenne, ni formation pratique, les jeunes issus de ce modèle d'éducation sont non seulement moins compétitifs pour accéder aux opportunités d'emploi et d'épanouissement, mais aussi exposés aux risques de radicalisation et d'instrumentalisation. (Ibid). La région de l'Extrême-Nord a toujours été perçue par les pouvoirs publics comme un espace de désordre où ils peinent à imposer leur autorité. Elle est en proie depuis des décennies à une intense criminalité transfrontalière organisée qui a continuellement

mutée, au gré des circonstances et des réponses coercitives de l'Etat, en combinant enlèvement, embuscade sur des véhicules de transport en commun, raid sur les campements (B. Mbila Enyegue, 2019 : 89). La région est également un espace de transit et de trafic de la drogue, du carburant frelaté, des médicaments, des pièces détachées, des armes légères et de petit calibre en provenance du Soudan, de la Centrafrique et du Tchad. L'ampleur de cette criminalité a sans doute été attisée par l'instabilité climatique d'une région soumise à la rudesse d'un climat de type soudano-sahélien, caractérisé par des inondations récurrentes (dues à des périodes pluvieuses courtes, imprévues et excessives durant les mois d'août et novembre), la faible pluviométrie, les épisodes de sécheresse sévère entraînant assèchement des points d'eau, raréfaction des pâturages et destruction des récoltes (Ibid).

Les effets nocifs du changement climatique ne sont pas sans conséquence sur la vie des communautés : augmentation de l'insécurité alimentaire (35% de la population exposée avant l'escalade du conflit selon le PAM) et montée du grand banditisme alimenté, entre autres, par des éleveurs nomades pour compenser l'arrêt de leur activité dû à l'absence de pâturage. Une activité de prédation qui génère souvent des conflits inter- et intracommunautaires dans le Logone et Chari, le Mayo-Danay, le Mayo-Sava et le Diamaré (B. Anyia Enyegue, 2021 : 156). Le dérèglement climatique exacerbe également les conflits locaux opposant les communautés socioprofessionnelles de pêcheurs, agriculteurs et éleveurs, en particulier dans les plaines inondables de la plaine du Logone, le long des fleuves Logone et Chari et sur les abords exondés du lac Tchad. Toute cette violence structurelle s'est conjuguée à la montée d'un fondamentalisme religieux qui séduit de nombreux jeunes. L'arrivée des courants wahhabites et salafistes a bouleversé le paysage religieux de l'Extrême-Nord et redessiné de nouvelles lignes de fracture sur des bases confessionnelles (Ibid). Les grandes mosquées traditionnelles se sont vues concurrencées par de petites mosquées plus offensives ; les juulirde, qui foisonnent dans les quartiers et séduisent les jeunes. Leur prêche était particulièrement virulent à l'égard de l'ordre religieux soufi, et leur sympathie pour l'idéologie de Boko Haram a été mainte fois dénoncée par les autorités religieuses et traditionnelles. Dans ce sillage, un conflit latent semblait naître entre classes d'âge dans un contexte où la représentation politique est confisquée par une élite politique sénile. Les gérontocrates qui ont gouverné sans partage, à la fois, l'establishment

traditionnel soufi et l'ordre politique moderne, semblent aujourd'hui contestés par une mouvance idéologique instrumentalisée notamment pas des jeunes des zones frontalières en interaction avec des gourous et autres prédicateurs venus du Nigeria (W. Assanvo, 2012 :17)

Sous l'effet conjugué d'une géographie contraignante, des modes de production et d'échanges économiques peu intégrés aux rouages de l'économie moderne, d'un paysage religieux et socioéconomique en proie aux vecteurs d'extrémisme sur fond de solidarités ethniques transfrontalières agissantes, le phénomène Boko Haram s'est implanté dans le septentrion, exploitant au passage les soutiens d'entrepreneurs criminels, religieux, politiques, identitaires pour imposer sa férule (Ibid).

## **2. Acteurs, enjeux, impact et perspectives d'un conflit complexe**

La cartographie des acteurs du conflit permet de dessiner un maillage complexe d'intervenants locaux, nationaux et internationaux mus par des rationalités spécifiques, et tirant des bénéfices économiques, politiques, symboliques et affectifs de ce conflit.

### ***2.1. Protagonistes et enjeux du conflit Boko Haram***

Le mouvement insurrectionnel qui sème la terreur dans l'Extrême-Nord du Cameroun mobilise un ensemble très hétérogène d'acteurs avec de nombreuses ramifications dans les sphères religieuses, politiques et économiques locales. Au cœur de cet ensemble complexe, on retrouve les leaders et les combattants de la mouvance terroriste d'inspiration salafiste djihadiste. Boko Haram ou le « Groupe des partisans de la sunna pour la prédication et le jihad » (comme il se définit) bascule dans l'insurrection armée dans le nord-est nigérian dès 2009 en agrégeant des profils divers allant des fanatiques aux individus enrôlés de force ainsi que de purs affairistes. Le groupe armé va progressivement muter son modus operandi au gré des réponses sécuritaires des Etats du bassin du lac Tchad (M.-A. Pérouse de Montclos, 2015 : 21). Axée au départ sur des attaques frontales dans une logique guerrière résolument symétrique, la stratégie du mouvement va évoluer vers des formes plus asymétriques et hybrides avec notamment le recours aux bombes humaines, aux Engins Explosifs Improvisés (EEI), aux scènes de pillage et d'enlèvement des paysans. Ayant au départ un agenda localement circonscrit au territoire nigérian, Boko Haram a progressivement



manifesté un intérêt particulier pour le Cameroun (Ibid). L'intérêt était d'aménager une base arrière de repli dans la guerre qui l'opposait à l'armée nigériane, de sécuriser les couloirs d'approvisionnement par la connexion des espaces sanctuarisés et de contrôler des zones de prélèvement des ressources humaines, logistiques, militaires, matérielles, informationnelles et alimentaires. La déclaration de guerre lancée par le Cameroun en mai 2014 suivie de l'allégeance très médiatisée à Daesh en mars 2015 ont déterminé Boko Haram à considérer le territoire camerounais comme un front légitime du djihad (I. Saïbou, 2010 : 23). Pour s'implanter durablement et sécuriser ces lignes d'approvisionnement, la milice islamiste étend ses ramifications jusqu'aux réseaux mafieux camerounais et tchadien qui contrôlent des transactions immobilières et foncières ainsi que les principaux axes empruntés par les produits de la contrebande à l'instar des axes Kousséri-N'Djamena, Mora - Maiduguri en passant par Kolofata et Banki (village où est stocké le carburant trafiqué du Nigéria). D'ailleurs, les combattants de Boko Haram empruntent dans leur mobilité les mêmes itinéraires que les produits de la contrebande. C'est la preuve d'un mariage opérationnel qui revêt une grande importance tactique pour le groupe terroriste car il lui offre une parfaite maîtrise des voies de contournement des check points et des points de passage névralgiques en territoire camerounais (Ibid). A côté des groupes organisés, Boko Haram peut également compter sur des particuliers, intermédiaires financiers, transporteurs informels, passeurs, qui jouent des rôles déterminants dans la chaîne logistique. Ces adeptes, militants et relais, véritables acteurs de l'ombre bien intégrés dans la société, ont permis au groupe terroriste de faire main basse sur une bonne partie de l'économie informelle de la région qui repose sur le commerce transfrontalier du bétail, poisson, poivre rouge, cigarette, médicament, pièces détachées de moto (M.-A. Pérouse de Montclos, 2015 : 21).

## ***2.2. Impact socioéconomique et politique du conflit Boko Haram***

Le climat sécuritaire délétère qui règne dans la région de l'Extrême-Nord a aggravé les difficultés d'une région déjà confrontée à d'importants défis socioéconomiques. Les piliers de l'économie locale (l'élevage, l'agriculture, le commerce transfrontalier et le tourisme) sont aujourd'hui fortement ébranlés par le phénomène Boko Haram. L'activité agricole

est à l'arrêt dans les zones périphériques en proie aux incursions répétées des insurgés. L'économie pastorale fonctionne au ralenti à cause de la perturbation de la transhumance saisonnière et du dépouillement croissant des bergers qui osent s'aventurer dans les zones à risques. La plupart des points de transit frontaliers (Doublé, Amchidé-Banki) sont désormais fermés (Djanabou, 2014), et seuls les marchés intérieurs comme ceux de Kousséri, Maroua et Mora conservent, malgré les pénuries et la flambée des prix, un dynamisme relatif. Cette triste réalité a attisé la précarité des paysans. Le secteur touristique connaît lui aussi un déclin inouï. Les réserves et parcs naturels, les paysages désertés (I. Saïbou, 2006 : 6). Derrière la chute vertigineuse des fréquentations touristiques, c'est toute l'industrie du tourisme qui s'en trouve affectée et des centaines d'emplois locaux détruits : pisteurs, guides, artisans, vendeurs d'œuvre d'art, etc. La situation sociale s'est elle aussi considérablement dégradée après l'abandon des écoles et la désertion des centres de santé par les fonctionnaires (B. Mbila Enyegue, 2019 :178). Des paysans très vulnérables ont abandonné leur maison, bétail, champs pour échapper aux violences meurtrières de Boko Haram. Une famille sur trois souffrirait aujourd'hui de l'insécurité alimentaire dans le bassin du lac Tchad d'après le PAM (2017). Ce désarroi crée un profond malaise social potentiellement dangereux pour la cohabitation pacifique dans une région qui accueille depuis 2013 une forte communauté de réfugiés et de déplacés internes (M.-E, Pommerolle, 2015 : 21). L'envahissement des terres habitables, l'occupation de l'espace agricole, la dévastation des champs par le bétail des déplacés et la stigmatisation de certains réfugiés, ont nourri des tensions intercommunautaires et inscrit la cohésion sociale dans un nouveau cycle de conflits. Dans les localités de Kousséri, Mora et Mokolo qui se trouvent en première ligne des zones de crise sécuritaire, les conflits agropastoraux induits par l'arrivée des déplacés se sont concentrés autour des enjeux d'accès aux points d'eau, aux terres agricoles, aux zones de pâturage et au bois de chauffe. Le paysage politique a connu de profondes mutations induites par le conflit. Plusieurs chefs de 2e et 3e degré qui régnaient dans les villages abandonnés par leurs sujets fabuleux et les montagnes spectaculaires qui faisaient des localités de Waza et de Rhumsiki des hauts lieux du tourisme camerounais sont désertés. Derrière la chute vertigineuse des fréquentations touristiques, c'est toute l'industrie du tourisme qui s'en trouve affectée et des centaines d'emplois locaux détruits : pisteurs,

guides, artisans, vendeurs d'œuvre d'art, etc. (Ibid). La situation sociale s'est elle aussi considérablement dégradée après l'abandon des écoles et la désertion des centres de santé par les fonctionnaires. Des paysans très vulnérables ont abandonné leur maison, bétail, champs pour échapper aux violences meurtrières de Boko Haram. Une famille sur trois souffrirait aujourd'hui de l'insécurité alimentaire dans le bassin du lac Tchad d'après le PAM. Ce désarroi crée un profond malaise social potentiellement dangereux pour la cohabitation pacifique dans une région qui accueille depuis 2013 une forte communauté de réfugiés et de déplacés internes (I. Saibou, 2004, 13). L'envahissement des terres habitables, l'occupation de l'espace agricole, la dévastation des champs par le bétail des déplacés et la stigmatisation de certains réfugiés, ont nourri des tensions intercommunautaires et inscrit la cohésion sociale dans un nouveau cycle de conflits. Dans les localités de Kousséri, Mora et Mokolo qui se trouvent en première ligne des zones de crise sécuritaire, les conflits agropastoraux induits par l'arrivée des déplacés se sont concentrés autour des enjeux d'accès aux points d'eau, aux terres agricoles, aux zones de pâturage et au bois de chauffe (Ibid). Le paysage politique a connu de profondes mutations induites par le conflit. Plusieurs chefs de 2e et 3e degré qui régnaient dans les villages abandonnés par leurs sujets ont vu leur autorité s'étioler. Affaiblis à cause de la disparition de leurs réseaux de domination clientéliste et appauvris par le départ des sujets sur qui ils prélevaient certaines taxes, ce sont des chefs brisés qui se réfugient avec les déplacés forcés dans les localités hôtes de Kolofata, Mora, etc. La guerre a également renforcé le pouvoir des autorités administratives et militaires dans la région au grand dam des chefs traditionnels, qui jouissaient pourtant d'une grande influence avant la crise sécuritaire. Au-delà des mutations économiques, sociales et politiques consécutives au conflit, certaines dynamiques locales et nationales suscitent des craintes sur les perspectives sécuritaires de la région (B. Anyia Enyegue 2020 : 213).

### ***2.3. Futurs possibles de la crise sécuritaire dans l'extrême-nord Cameroun***

Les changements induits par le conflit et les dynamiques de l'environnement économique sous régional alimentent de nombreuses inquiétudes et renforcent la vraisemblance des hypothèses les plus pessimistes sur l'avenir du conflit Boko Haram (I. Saibou, 2004, 18).

- Les épreuves difficiles de certains réfugiés nigériens au Cameroun représentent une bombe à retardement qui pourrait prolonger le conflit dans la durée. Ceux qui sont installés dans le camp de Minawao vivent dans des conditions psychiques difficiles de déracinement en dépit des efforts de l'Etat et ses partenaires (HCR) pour améliorer le niveau d'assistance. Résignés et mal informés sur la situation dans leur pays, certains (13 091) ont tenté entre avril et juin 2017 de regagner les villes de Banki et Pulka qui connaissent pourtant un chaos humanitaire (Ibid).

- La surpopulation carcérale dans la prison de Maroua où sont écroués plusieurs présumés membres de Boko Haram, en attente de procès, est préoccupante. Plus de 1 000 personnes arrêtées dans le cadre de la lutte contre Boko Haram y sont détenus (Amnesty International, 2016), soit trois fois sa capacité d'accueil. Une situation d'autant plus préoccupante que ces présumés partagent leur quotidien avec des prisonniers de droit commun. Pourtant, l'actualité sécuritaire de l'Occident et du Moyen Orient nous rappelle que les prisons ont régulièrement fonctionné comme de foyers de radicalisation et des lieux de reconstitution des réseaux islamistes (J. V. Ntuda Ebode et al, 2017 : 30). Le risque que cette prison devienne une future académie du djihad n'est pas à négliger, même s'il faut tempérer cette hypothèse en signalant que la majorité des « radicalisés » incarcérés à Maroua ou à la prison centrale de Yaoundé, sont moins des radicalisés idéologiques portés par une conviction inébranlable de défendre l'islam, que des adeptes et militants opportunistes qui voulaient tirer profit d'une collaboration, future furtive, avec Boko Haram (Ibid).

- Salués pour leurs énormes sacrifices mais redoutés pour les risques sécuritaires qu'ils pourraient attiser dans l'avenir, les comités de vigilance suscitent la controverse. Seront-ils le prochain problème sécuritaire post-Boko Haram ? Feront-ils monter les risques sécuritaires après l'essoufflement de l'insurrection djihadiste ? De plus en plus, les comités de vigilance deviennent une question qu'une solution. C'est la crainte partagée par ceux qui appréhendent une mutation des comités de vigilance en organisation prédatrice criminelle ou en milice locale alimentant la violence communautaire (Ibid). La composition de cette entité nourrit cette crainte. En dehors des communautés victimes des exactions de la nébuleuse islamiste, les comités de vigilance mobilisent aussi d'anciens brigands, coupeurs de route, contrebandiers qui, une fois

sevrés de leurs revenus avec la fin des hostilités, pourraient reprendre leur carrière criminelle et alimenter une économie de guerre. Plusieurs chefs ou membres des comités de vigilance ayant collaboré avec Boko Haram ou profité du butin issu de la lutte contre l'insécurité, constituent une catégorie fragile et versatile, capable de se retourner contre la communauté (B. Anyia Enyegue, 2020 : 290). D'ailleurs, on a ainsi assisté à l'arrestation de plusieurs chefs ou membres des comités de vigilance pour coactions ou complicité avec Boko Haram. C'est le cas des chefs des comités de vigilance du Canton de Mozogo et de Kolofata, des membres de ceux de Moskota, Wallasa, Tolkomari, Djakana, etc. Le spectre de la politisation des comités de vigilance ou leur instrumentalisation par des entrepreneurs politiques locaux ou nationaux pour conserver leur fief devra être envisagé dans un contexte de grande incertitude politique sur l'après-Biya ou de compétitions électorales aiguës (J. V. Ntuda Ebode et al, 2017 : 31).

#### ***2.4. Recommandations***

Le conflit Boko Haram s'apparente à un large écran de fumée derrière lequel se tisse une toile complexe d'intérêts politiques, économiques, sociaux et symboliques qu'il incombe de démêler. Les solutions proposées ne prennent pas suffisamment en compte ces intérêts et se révèlent insuffisantes pour surmonter les multiples défis posés par le conflit. Les recommandations suivantes visent à améliorer les réponses actuelles dans l'optique d'accélérer le processus de pacification de la région de l'Extrême-Nord (J. V. Ntuda Ebode et al, 2017 : 31). Pour améliorer l'intervention des pouvoirs publics dans la gestion du conflit Boko Haram, l'Etat devrait :

- Renforcer la coordination des actions des différents intervenants à travers la création des plateformes permanentes offrant des occasions de concertation entre institutions étatiques, OSC, universitaires et partenaires au développement, ainsi que la mise en place d'un bureau national de coordination des affaires humanitaires.

- Améliorer la transparence et la gouvernance locales de la crise par une démilitarisation de la gestion de la crise et une implication plus marquée des élus (maires, députés, sénateurs) ainsi que les services déconcentrés. Les pouvoirs publics devraient régulièrement consulter les populations sur les projets en cours, informer et sensibiliser le public sur les décisions administratives (Ibid).

- Renforcer la culture de la prévention à travers la mise sur pied d'un mécanisme d'alerte rapide contre les crises et les catastrophes.
- Passer des initiatives de relèvement aux plans de développement plus ambitieux, capables de renverser la courbe de la pauvreté et de l'ignorance.
- Aménager les espaces transfrontaliers pour accroître leurs potentiels d'échanges et de mobilités humaines tout en sécurisant l'Etat civil (B. Anyia Enyegue, 2020 : 290).

## Conclusion

Le conflit Boko Haram qui sévit dans l'Extrême-Nord du Cameroun avec toutes les apparences d'une menace nouvelle, n'est que l'avatar de crises sécuritaires chroniques qui agitent la région depuis des décennies. Il s'est nourri des fragilités de la région tout en mettant progressivement en scène un échiquier complexe d'acteurs aux intérêts pluriels et fluctuants. La poursuite de ces intérêts semble avoir inscrit le conflit dans la durée. A l'heure actuelle, la situation sécuritaire dans la région reste préoccupante. Le regain de violence observé ces derniers mois est, non seulement le signe de la vitalité d'un mouvement qu'on croyait à l'agonie, mais aussi l'indicateur d'une forte présence de la nébuleuse en territoire camerounais. Des réponses holistiques et inclusives, bénéfiques à l'ensemble des parties prenantes doivent être envisagées pour convaincre les entrepreneurs de la violence d'abandonner leurs activités criminelles. Ainsi, les objectifs de guerre doivent être révisés et des mesures doivent être prises sur le court et moyen terme pour restaurer la viabilité économique de la région, améliorer la compétitivité de l'économie formelle, faire revivre la démocratie participative à l'échelle locale et ouvrir des perspectives de réhabilitation des victimes mais aussi de réintégration des militants islamistes.

## Références bibliographiques

**Badjang Ba Nken**, (2013), "Paix et sécurité en Afrique, Rendez-vous décisif de Paris", in *Cameroun tribune*, éd n°10480/6681, du 04 décembre, **Bakary Sambe**, (2016), « Boko Haram dans le bassin du lac Tchad. Au-delà du sécuritaire, le danger ethniciste et le désastre humanitaire », in *Timbuktu Institute, Observatoire des Radicalismes et Conflits religieux en Afrique*,

**Basile Anyia Enyegue**, (2020), *Les politiques de défense nationale à l'épreuve de la guerre hybride de Boko Haram dans le bassin du lac Tchad. Enjeux et perspective pour la souveraineté collective et sécuritaire en Afrique*, Paris, Edilivre,

**Basile Anyia Enyegue**, (2021), « La problématique de la guerre hybride et les faiblesses des Etats de la CBLT à assurer la gouvernance sécuritaire et l'intégrité territoriale », in M. Kenmoe Kamgang, *L'Afrique face à la problématique de défense et de sécurité collective. Analyses et perspectives à l'ère contemporaine*, Tome I, Paris, Menaibuc, 2021.

**Basile Anyia Enyegue**, (2021), *La politique militaire de la France au Cameroun à l'épreuve de la construction de l'ordre sécuritaire et politique*, Douala, Cheikh Anta Diop,

**Bienvenu Mbila Enyegue**, (2019), *Synergie armée-nation en contexte d crise sécuritaire au Cameroun : la mobilisation nationale face à la menace terroriste Boko Haram*, Paris, Edilivre.

**Christian Seignobos, et Henri Tourneux**, 2002, *Le Nord-Cameroun à travers ses mots. Dictionnaire de termes anciens et modernes relatifs à la région*. Paris, Karthala,

**Colonel Hilaire Lombat Kong**, (2017) "Part de la guerre hybride", in *le magazine des Forces de Défense Camerounaise Honneur et fidélité*, Edition spéciale de mai,

**Georges Berghezan**, (2016), « Éradiquer Boko Haram : acteurs multiples, résultat incertain », in *GRIP*, Note d'analyse.

**Hans Heungoup**, (2015), "Radicalisme religieux : quel attrait sur les jeunes ?", in *Grain de sel*, No 71,

**Issa Saïbou**, (2004), « L'embuscade sur les routes des abords du Lac Tchad », in *Politique Africaine*, n° 94, 2004,

**Issa Saïbou**, (2006), « La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad : une nouvelle modalité du banditisme transfrontalier », in, *Polis/Revue Camerounaise des Sciences Politiques*, Vol. 13, N° 1-2,

**Issa Saïbou**, (2010)., *Les coupeurs de route. Histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad, Terrains du siècle*, Paris, Karthala,

**Marc-Antoine, Pérouse de Montclos**, (2015), « Premier bilan de la coalition contre Boko Haram », in *Fondation Jean-Jaurès*, note n° 259.

**Marie-Emmanuelle Pommerolle**, (2015), « Les violences dans l'Extrême-Nord du Cameroun : le complot comme outil d'interprétation et de luttes politique », in *Politique Africaine*, n°138.

**Martin Ewi**, (2013), « Le Cameroun et la menace terroriste », in *L'Œil du Sahel* n°564, Décembre,

**William Assanvo**, (2012), “ Etat de la menace terroriste en Afrique de l'Ouest”, in *Observatoire de la vie diplomatique en Afrique (OVIDA)*, Note d'analyse n°12,